



**Conseil Économique
et Social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2001/SR.47
25 septembre 2001

Original: FRANÇAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Cinquante-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 47^e SÉANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 10 avril 2001, à 10 heures

Président: M. DESPOUY (Argentine)
puis: M^{me} FILIP (Roumanie)

SOMMAIRE

DÉCLARATION DE M. BORIS TRAJKOVSKI, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE
DE MACÉDOINE

DÉCLARATION DE M. VICTOR HUGO GODOY, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX DROITS
DE L'HOMME DU GUATEMALA

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE
SEXOSPÉCIFIQUE

a) LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la Commission seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 20.

DÉCLARATION DE M. BORIS TRAJKOVSKI, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE MACÉDOINE

1. M. TRAJKOVSKI (République de Macédoine) se dit honoré de prendre la parole devant cet important organe politique qu'est la Commission des droits de l'homme. La Commission œuvre depuis des décennies au développement de la démocratie dans le monde, condition préalable à l'acceptation des principes fondamentaux consacrés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces principes sont malheureusement loin d'être une réalité mondiale.
2. En 2001, la Commission a choisi de mettre l'accent sur la lutte contre le racisme et toutes les formes d'intolérance. Ces phénomènes, qui détruisent les fondements mêmes des sociétés démocratiques, doivent en effet être combattus de façon constante et avec intransigeance. À cet égard, la communauté internationale doit être à la hauteur des attentes suscitées par la Conférence mondiale qui aura lieu en Afrique du Sud.
3. La République de Macédoine, qui a fait de l'interdiction de la discrimination un principe constitutionnel, a combattu résolument le racisme et l'intolérance sur son territoire. Ainsi, grâce à des mesures volontaristes, les Macédoniens de souche albanaise, qui étaient peu nombreux dans la fonction publique macédonienne après la dissolution de l'ex-Yougoslavie, sont maintenant très présents dans l'administration, au sein de l'appareil judiciaire et dans les universités. Les partis qui les représentent participent activement à la vie politique du pays. Dans les établissements scolaires, les membres des minorités peuvent recevoir un enseignement dans leur langue maternelle. En application de la loi sur l'enseignement supérieur adoptée il y a quelques mois, une université ouvrira bientôt à Tetovo. L'enseignement y sera dispensé en albanais, en macédonien et en anglais. Dans les municipalités où les minorités sont majoritaires, le bilinguisme, voire le trilinguisme, a un statut officiel. En outre, le Gouvernement a adopté récemment une loi sur l'autonomie locale qui accroît sensiblement la juridiction des pouvoirs locaux. Enfin, les chaînes publiques diffusent des programmes dans les langues minoritaires, notamment en langue albanaise et, prochainement, une troisième chaîne de télévision nationale diffusera des programmes exclusivement dans les langues des minorités.
4. C'est dans ce contexte que la République de Macédoine se trouve confrontée à cette forme la plus radicale de racisme qu'est le racisme militaire, qui se manifeste à travers le terrorisme pratiqué par des extrémistes armés. Le Président de la République de Macédoine souligne le fait que cette crise est d'origine externe, car directement «exportée» du Kosovo. Elle reflète malheureusement l'incapacité de la communauté internationale à s'opposer fermement à l'idée pernicieuse de «territoires ethniquement purs», un concept totalement antidémocratique qui ne peut qu'engendrer la haine et menacer la stabilité de la région.
5. En mettant en danger l'intégrité territoriale de la République de Macédoine les extrémistes albanais armés ont montré leur vrai visage et fait l'unanimité contre eux. Car l'objectif fondamental de ces extrémistes est de jeter à bas la démocratie pluriculturelle qui fonctionne depuis une décennie en République de Macédoine, une démocratie dont les caractéristiques sont une société civile ouverte, des droits égaux garantis à tous les citoyens, quelle que soit leur culture ou leur appartenance ethnique, et la protection de l'identité culturelle de chacun. Une telle société implique un haut niveau à la fois d'intégration et de tolérance mutuelle et n'a

évidemment rien à voir avec le dogme raciste de «territoires ethniquement purs». Mais c'est une société tout à fait conforme aux vœux de la plupart des citoyens macédoniens de souche albanaise, lesquels ont d'ailleurs, à travers leurs représentants politiques, condamné les terroristes. Cette réaction montre clairement que le conflit en République de Macédoine n'est pas un conflit ethnique mais un conflit idéologique.

6. Face au plus grand défi auquel elle ait jamais été confrontée, la République de Macédoine a réagi avec détermination, afin de protéger l'intégrité territoriale et la sécurité du pays tout en respectant le principe de proportionnalité. Ce faisant, elle a reçu l'appui sans réserve de la communauté internationale y compris celui des pouvoirs officiels à Tirana qui ont condamné les attaques terroristes contre la République de Macédoine et réaffirmé leurs liens d'amitié avec cette dernière ainsi que leur volonté de respecter les valeurs démocratiques.

7. Les extrémistes armés, qui sont mus par une idéologie raciste et qui ont besoin de l'instabilité pour leurs activités criminelles, en particulier le trafic des drogues et des femmes, ont fait un mauvais calcul. Ils ont oublié que les Macédoniens de souche albanaise sont présents dans tous les secteurs du Gouvernement ainsi qu'au Parlement et qu'il n'existe aucun conflit déclaré entre les Macédoniens et les Albanais. Ils ont donc eu tort de croire que les citoyens macédoniens de souche albanaise allaient immédiatement s'identifier à la cause des «combattants de la liberté» et faire leur le rêve d'une grande Albanie.

8. La communauté internationale connaît ces faits. C'est pourquoi M. Trajkovski lance un appel à toutes les entités concernées pour qu'elles appliquent d'urgence et de façon systématique les résolutions 1244 et 1345 du Conseil de sécurité afin de stabiliser la région. La KFOR et la MINUK doivent contrôler rigoureusement la frontière nord de la Macédoine avec le Kosovo afin d'empêcher les extrémistes de pénétrer en territoire macédonien; la population au Kosovo doit être désarmée; les terroristes, les extrémistes armés et les dirigeants politiques qui les appuient doivent être immédiatement punis; enfin, il est nécessaire de soutenir tous les secteurs de la société civile qui prônent la tolérance et les valeurs démocratiques.

9. La Macédoine est déterminée à lutter pour maintenir sa stabilité et protéger son intégrité territoriale, tout en intensifiant le dialogue et en renforçant les relations entre tous les groupes ethniques. C'est à cette condition qu'elle connaîtra une stabilité durable et pourra promouvoir les valeurs démocratiques, s'orienter vers une économie de marché et assurer le respect de la légalité, ainsi que celui des droits des individus et des minorités qui composent la société macédonienne. C'est dans cet esprit que, le 9 avril 2001, la République de Macédoine a signé avec l'Union européenne un accord de stabilisation et d'association.

DÉCLARATION DE M. VICTOR HUGO GODOY, SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX DROITS DE L'HOMME DU GUATEMALA

10. M. GODOY (Guatemala) dit que si son gouvernement estime inacceptable d'invoquer la souveraineté nationale et la non-ingérence dans les affaires intérieures pour justifier la violation des droits de l'homme, il partage en revanche la préoccupation manifestée par certains États quant au traitement souvent sélectif de l'analyse des situations de pays. Le renforcement du rôle du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et l'établissement par ce dernier d'un rapport sur la situation des droits de l'homme dans tous les pays, susceptible de servir de base pour identifier, à l'aide de critères objectifs, les cas qui présentent un caractère de gravité particulier et

qui méritent une action spécifique de la communauté internationale, pourraient constituer une réponse à cette préoccupation. Cela étant il serait en outre inacceptable de cesser, par peur d'une politisation des travaux de la Commission, d'étudier les cas de violation graves et systématiques des droits de l'homme. Dans le même ordre d'idées, les États ne devraient pas craindre les mécanismes chargés de la protection des droits de l'homme mais les considérer avant tout comme des mécanismes de coopération.

11. Pour sa part, le Guatemala a bénéficié de cette coopération, à la fois dans le cadre du système des Nations Unies et du Système interaméricain, ce qui lui a permis d'accomplir des progrès considérables et d'avancer sur la voie de la paix et du renforcement de la démocratie. Il n'en reste pas moins que des problèmes, dus essentiellement à la faiblesse institutionnelle du pays et aux difficultés que soulève le rétablissement des institutions démocratiques après 36 années de conflit armé interne, subsistent dans le domaine de la protection des droits de l'homme.

12. Tenant en haute estime les mécanismes que propose la Commission des droits de l'homme, le Guatemala est disposé à recevoir à tout moment l'ensemble des rapporteurs thématiques. À cet égard, il convient de signaler que les recommandations que le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats avait formulées à la suite de sa visite au Guatemala en 1999 ont été mises en œuvre. Deux magistrats de la Cour suprême de justice ainsi que son secrétaire général se sont entretenus avec ce dernier récemment pour lui faire part des progrès réalisés dans le cadre de la réforme du système judiciaire, quelques semaines avant qu'il n'effectue, à la demande du Guatemala, une visite de suivi dans le pays. Par ailleurs, le Gouvernement a reconnu publiquement la responsabilité de l'État dans les souffrances infligées à la population et les violations commises, tout particulièrement pendant le conflit armé. De plus, il a exprimé la volonté politique de trouver des solutions à l'amiable avec les demandeurs et les familles des victimes dans de nombreuses affaires dont est saisie la Commission interaméricaine des droits de l'homme, avec laquelle, par ailleurs, le Président de la République a signé un accord en août 2000.

13. Le Gouvernement actuel a ratifié la Convention interaméricaine sur la disparition forcée des personnes et le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques. Il a signé la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, le Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et les deux Protocoles facultatifs se rapportant à la Convention relative aux droits de l'enfant. En outre, il est sur le point de signer le Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

14. Le Guatemala a la volonté de consolider l'État de droit et l'indépendance des pouvoirs, comme le prouve l'attitude de la Cour suprême de justice, qui a déclaré fondée une procédure engagée contre plusieurs députés, y compris le Président et les membres du bureau du Congrès de la République, ainsi que l'annulation par le Tribunal constitutionnel d'une réforme votée par le Parlement pour éviter ladite procédure. Le passage d'un État autoritaire à un État démocratique ne peut se faire en un jour et ne va pas sans certains dérapages. En témoignent la série de lynchages qui ont eu lieu récemment. Face à ces phénomènes d'un autre âge, l'État n'est d'ailleurs pas resté passif.

15. Le Guatemala a demandé au Haut-Commissariat aux droits de l'homme de reprendre le projet d'assistance au Guatemala et d'y inclure des fonctions de vérification, étant donné que la MINUGUA a réduit son personnel et les moyens mis en œuvre. En outre, M. Godoy réitère l'invitation qui avait été faite en 1998 à la Haut-Commissaire d'établir un bureau régional au Guatemala.
16. Le Guatemala se félicite de la nomination par le Secrétaire général de M^{me} Jilani, représentante spéciale sur la situation des droits des défenseurs des droits de l'homme dans toutes les régions du monde, et a l'intention de continuer à collaborer étroitement avec elle.
17. Par ailleurs, le Guatemala œuvre, au sein du Groupe des États d'Amérique latine et des Caraïbes, et en collaboration avec d'autres États, à l'établissement d'un groupe de travail intersessions à composition non limitée chargé d'entamer les travaux préalables à l'adoption d'une convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions. La communauté internationale doit en effet combler une lacune du droit international face à un phénomène qui se manifeste dans toutes les régions du monde et qui constitue une violation de plusieurs droits fondamentaux.
18. Pays multiethnique, multiculturel et multilingue, le Guatemala entend contribuer à la promotion et à la protection des droits des peuples autochtones sur le plan international, comme il le fait sur le plan national dans le cadre des accords de paix. La reconnaissance de l'identité et des droits de ces peuples, y compris de leur droit à l'autodétermination, constitue l'une des tâches fondamentales de la Commission. Le Guatemala se félicite du projet de création d'une instance permanente sur les questions autochtones et espère que celle-ci pourra être mise en place rapidement. Il est d'ailleurs disposé à aider le Haut-Commissariat à accomplir les tâches qui lui ont été assignées dans ce but par le Secrétaire général.
19. De concert avec le Mexique, le Guatemala demande la nomination d'un rapporteur spécial de la Commission chargé de la question de la protection des droits des peuples autochtones. Ni les débats théoriques du Groupe de travail chargé d'élaborer la Déclaration sur les droits des populations autochtones ni la création de l'Instance permanente ne compensent l'absence, au sein de la Commission, d'un mécanisme garantissant les droits et les libertés de ces peuples.
20. M. Godoy demande instamment à toutes les délégations d'accorder un degré de priorité élevé aux négociations du Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture, afin que celui-ci puisse être adopté lors de la cinquante-huitième session de la Commission.
21. Le Guatemala considère le droit au développement comme un droit collectif qui implique des devoirs et des obligations – obligations de l'État envers sa population et obligations entre les États.
22. Par ailleurs, le Guatemala continuera d'œuvrer pour que la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, qui doit se tenir à Durban (Afrique du Sud) en septembre 2001, soit un succès. Il faut espérer que cette conférence permettra d'élaborer un plan d'action susceptible de contribuer à l'élimination de ces fléaux. Pour atteindre cet objectif, il faudra, comme l'a indiqué la Haut-Commissaire, prendre en compte les blessures profondes héritées du passé. En effet, la reconnaissance

des responsabilités historiques, y compris dans le cadre du passé colonial, exige aujourd'hui des actions visant à promouvoir la réconciliation et la construction d'un avenir meilleur pour l'ensemble de l'humanité.

23. Enfin, il est indispensable que tous les pays du monde continuent à coopérer pour mettre un terme aux nombreuses violations des droits de l'homme qui continuent malheureusement à se produire partout dans le monde et ne négligent aucun effort pour trouver des solutions pacifiques et négociées aux conflits internes et aux conflits entre États, qui sont souvent à l'origine de ces violations.

INTÉGRATION DES DROITS FONDAMENTAUX DES FEMMES ET DE L'APPROCHE SEXOSPÉCIFIQUE

a) VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (point 12 de l'ordre du jour) (*suite*)
(E/CN.4/2001/70, E/CN.4/2001/3, E/CN.4/2001/71, E/CN.4/2001/72, E/CN.4/2001/73 et Add.1 et 2, E/CN.4/2001/126, E/CN.4/2001/6, E/CN.4/2001/NGO/24, E/CN.4/2001/NGO/25, E/CN.4/2001/NGO/32, E/CN.4/2001/NGO/37, E/CN.4/2001/NGO/46, E/CN.4/2001/NGO/56, E/CN.4/2001/NGO/72, E/CN.4/2001/NGO/77, E/CN.4/2001/NGO/95, E/CN.4/2001/NGO/113, E/CN.4/2001/NGO/127, E/CN.4/2001/NGO/151, E/CN.4/2001/NGO/169, E/CN.4/Sub.2/2000/17, E/CN.4/Sub.2/2000/18 et E/CN.4/Sub.2/2000/21)

24. M^{me} PONCINI (Fédération internationale des femmes diplômées des universités) prend la parole au nom de la Fédération internationale des femmes diplômées des universités et de 14 autres ONG ainsi qu'en tant que Présidente du Comité des ONG sur la condition de la femme et responsable de la coordination du Groupe de travail de femmes sur l'égalité de traitement des hommes et des femmes.

25. M^{me} Poncini rappelle que, dans sa résolution 2000/46, la Commission des droits de l'homme a souligné la nécessité de veiller à ce que les droits fondamentaux des femmes et les questions qui les concernent soient pris en compte dans tous les travaux de la Commission. Elle rappelle à cet égard que, dans son excellent rapport de 1996 sur l'extrême pauvreté, M. Leandro Despouy avait mis en lumière les aspects spécifiques de la féminisation de la pauvreté. Il est regrettable que la Commission n'ait pas suivi cet exemple dans la présentation de son ordre du jour annoté. M^{me} Poncini demande que la dimension «femmes» soit prise en considération en 2002 dans l'intitulé de chacun des points de l'ordre du jour de la Commission. Elle fait observer qu'outre leur importance juridique, les résolutions ont également une valeur pédagogique. En l'occurrence, le fait de prendre en compte les droits fondamentaux des femmes a des incidences psychologiques très importantes à la fois sur ces dernières et sur les hommes. L'intervenante a d'ailleurs noté avec satisfaction que bon nombre de rapporteurs spéciaux et d'experts indépendants se préoccupent de plus en plus de cette question.

26. Se référant au point 6 de l'ordre du jour qui concerne le racisme et la discrimination, M^{me} Poncini rappelle le caractère multiforme de la discrimination dont les femmes sont victimes. Le double fardeau qu'elles assument en tant que mères et soutiens de famille les rend vulnérables à l'exploitation et à la discrimination dans le monde du travail. Les femmes sont particulièrement exposées à la violence lors des conflits armés. Enfin, les multiples aspects de la discrimination dont elles sont victimes pour des motifs raciaux devraient faire l'objet d'une analyse détaillée,

ainsi qu'il est indiqué au paragraphe B du rapport du Secrétaire général à la Commission de la condition de la femme (E/CN.6/2001/19).

27. La question de l'égalité des femmes est également liée à celle du droit au développement, que la Commission examine au titre du point 7 de son ordre du jour. En effet, la mise en œuvre de ce droit implique la non-discrimination, la réduction de la pauvreté et la possibilité pour chacun de développer toutes ses capacités. Cela signifie que les femmes doivent, elles aussi, avoir accès au capital et être dotées de moyens d'action. Or, dans ce domaine également, les femmes sont victimes de discrimination dans la mesure où la «course vers le bas» qu'entraîne la mondialisation tend à les confiner dans des emplois sous-qualifiés. Il ne suffit pas d'octroyer aux femmes des microcrédits. Il faut les aider à créer des entreprises et, pour cela, leur permettre d'accéder à la propriété. C'est pourquoi M^{me} Poncini et les organisations qu'elle représente appuient la résolution parrainée par le Gouvernement mexicain sur ce sujet. Elles demandent également que le Rapporteur spécial sur le droit à un logement convenable entreprenne une étude concrète sur l'accès des femmes à la propriété foncière et au logement.

28. Lors de l'examen du point 10 (droits économiques, sociaux et culturels), il faut aborder les diverses formes de discrimination dont les femmes sont victimes en ce qui concerne l'accès à l'éducation, aux technologies de l'information, à la propriété intellectuelle et au commerce électronique ainsi que sur le plan de la santé et de l'alimentation.

29. En ce qui concerne le point 11 de l'ordre du jour qui a trait aux droits civils et politiques, il convient de souligner l'importance de l'accès des femmes à la prise des décisions dans les organes gouvernementaux. À l'échelon international, le Conseil de sécurité, dans sa résolution 1325, a reconnu le rôle crucial des femmes dans le cadre des négociations de paix.

30. Les droits des femmes doivent également être évoqués à propos du point 14 de l'ordre du jour, qui concerne les groupes et individus particuliers et par conséquent, les travailleuses migrantes, les femmes appartenant à des minorités, les femmes déplacées ou réfugiées, etc.

31. Quand elle aborde les points 18 et 19 de son ordre du jour, la Commission doit prendre en considération l'absence de prise en compte de certaines données. M^{me} Poncini se réfère, entre autres, au travail non rémunéré accompli par les femmes.

32. Les organisations non gouvernementales que M^{me} Poncini représente considèrent que la Commission de la condition de la femme a un rôle fondamental à jouer dans la mise en œuvre de la résolution 2000/46 et elles espèrent que le dialogue se poursuivra régulièrement entre cette commission et la Commission des droits de l'homme, grâce à la participation des présidents de l'une et de l'autre à leurs sessions respectives. Seule la persévérance finira par imposer la prise en considération des questions qui concernent les femmes dans tous les organes des Nations Unies. C'est ce à quoi travaille le Comité des ONG sur la condition de la femme.

33. M^{me} TANAKA (Mouvement international contre toutes les formes de discrimination et de racisme et Anti-Slavery International), rappelle que l'Assemblée générale a adopté récemment un Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Déjà signé par 84 États, ce protocole définit clairement en quoi consiste ce trafic mais, n'ayant pas été élaboré par la Commission des droits de l'homme, il ne met pas l'accent

sur la protection des victimes de ce trafic. Or, dans la pratique, de nombreux États continuent de traiter celles-ci comme des délinquants. De là vient que ces personnes sont souvent arrêtées, détenues, déportées et traitées comme des boucs émissaires lorsqu'elles regagnent leur pays. De plus, le Protocole en question ne prévoit aucun organe chargé de surveiller l'application de ses dispositions. Les États doivent donc adopter une attitude volontariste en matière de protection des personnes victimes de la traite. De l'avis des deux ONG que M^{me} Tanaka représente, non seulement les rapporteurs spéciaux de la Commission devraient faire porter leur attention sur ces questions, mais un rapporteur spécial devrait même être nommé, par la Commission ou par l'Assemblée générale, afin de recueillir des informations à ce sujet. De son côté, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme devrait établir, à l'intention des États, des directives touchant la manière dont ceux-ci doivent assurer la protection des victimes de la traite. En attendant, les États doivent veiller à ce que celles-ci, lorsqu'elles se trouvent malgré elles dans l'illégalité, non seulement ne soient pas poursuivies devant les tribunaux mais bénéficient de permis de séjour temporaires ou permanents ainsi que de la possibilité d'obtenir réparation pour les dommages subis. Les États devraient également désigner des entités chargées de recueillir des informations sur la traite des personnes et établir des plans nationaux en vue de la combattre.

34. M^{me} IZZAH ANVAR (Asian Cultural Forum on Development) dénonce l'oppression dont sont l'objet, en Malaisie, les partisans de la réforme, au nombre desquels figure son propre père, Anwar Ibrahim, ancien Premier Ministre adjoint de Malaisie. De même les femmes qui revendiquent le droit de participer aux affaires publiques et qui prennent position publiquement contre la corruption, pour les droits de l'homme et pour la démocratie sont aussi devenues la cible des pouvoirs publics. C'est le cas de M^{me} Marina Abdullah, arrêtée avec deux autres femmes alors qu'elle manifestait pacifiquement en faveur des personnes détenues à Kuala Lumpur. Lors d'une autre manifestation qui a eu lieu le 5 novembre 2000, la police a arrêté Umi Jimainah, âgée de 17 ans, avec sa mère et une autre femme, Norazimah Mohd Nor, âgée de 25 ans et mère de quatre enfants. Cette dernière a été victime de violences sexuelles et torturée en détention. La police l'a également menacée de s'en prendre à son mari et à ses enfants. Lors de cette même manifestation, la mère de l'intervenante a dû son salut à une tierce personne, le Président du Parti de la justice nationale qui a dû être hospitalisé après avoir été aspergé de gaz lacrymogène. Actuellement, tous les membres de la famille de M^{me} Izzah Anvar sont en butte à des attaques de la part des médias qui cherchent à ternir leur réputation. À l'heure même où elle s'adresse à la Commission, l'intervenante n'ignore pas que l'exposé qu'elle fait de la situation en Malaisie risque d'aggraver le sort de son père, qui est à la merci du pouvoir. Les autorités malaisiennes refusent à ce dernier les soins dont il a besoin et l'empêchent de rencontrer des avocats et les membres de sa famille.

35. Izzah Anvar sait qu'elle partage le sort de bien des femmes en Malaisie, auxquelles le Gouvernement a fait clairement comprendre qu'elles ont tout à craindre pour la sécurité de leurs proches si elles refusent de céder et continuent de revendiquer leurs droits. Les autorités malaisiennes considèrent en effet ces droits comme des privilèges et des récompenses qu'elles seules sont habilitées à octroyer ou à supprimer. Évoquant le sort de sa grand-mère qui vient de mourir le cœur brisé, l'intervenante lance un appel aux membres de la Commission afin qu'ils fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour empêcher que quiconque connaisse jamais de telles souffrances.

36. Le PRÉSIDENT informe la Commission de la présence de Son Altesse Royale la Princesse Mathilde de Belgique à laquelle il rend hommage pour son action en faveur des enfants et des personnes vulnérables.

37. M^{me} WESCHLER (Human Rights Watch) se dit profondément préoccupée par le fait que les États n'arrivent pas à mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les auteurs de ce que l'on appelle les «crimes d'honneur». Cette impunité a des conséquences terribles. Ainsi, une femme qui souhaite divorcer d'un mari violent n'a d'autre choix que de rester mariée ou de courir le risque de se faire tuer. Les crimes d'honneur ne sont propres ni à une religion ni à une région déterminée du monde et Human Rights Watch a été amenée à se pencher sur cette question en Amérique, en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Même si l'on constate une certaine prise de conscience en la matière, les États demeurent réticents à prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme à cette situation. Ainsi, bien que la Cour suprême du Brésil ait estimé, en 1991, que la «défense de l'honneur» ne pouvait justifier le meurtre d'une épouse, les tribunaux s'abstiennent toujours de poursuivre et de condamner des hommes qui affirment avoir tué leur femme en raison de son infidélité. En Jordanie, lorsqu'une femme demande la protection de la police parce qu'elle craint que sa famille ne veuille la tuer, elle est maintenue en détention pour une durée indéterminée dans une prison locale. Il lui est alors impossible de quitter la prison, alors même qu'elle n'a commis aucun délit et, comble de l'ironie, elle ne peut être relâchée qu'à condition d'être confiée à la garde d'un membre de sa famille.

38. Les États sont tenus de protéger les femmes contre la violation flagrante de leurs droits que constituent les crimes d'honneur. Pourtant, dans de nombreux pays, ces crimes sont légitimés par l'inaction des pouvoirs publics ou défendus en tant que pratiques culturelles et ne font l'objet d'aucune enquête de police, les auteurs n'étant jamais poursuivis. Lorsque, exceptionnellement, un homme est poursuivi pour un tel crime, ce n'est pas sa culpabilité qui est au centre du procès mais bien le comportement de sa femme. Et lorsque, plus rarement encore, il est reconnu coupable, le fait qu'il ait commis un crime pour rétablir l'honneur de sa famille est considéré comme une circonstance atténuante.

39. Human Rights Watch demande à la Commission de condamner toutes les formes de violence contre les femmes et de rejeter toutes les tentatives des États pour justifier certains actes de violence. Il faut que les titulaires de mandats chargés de ces questions montrent à quel point la discrimination généralisée contre les femmes engendre un climat propice à la violence contre ces dernières. En tout état de cause, il appartient aux États d'empêcher la violence contre les femmes et, lorsqu'ils n'arrivent pas à le faire, de garantir la réparation des préjudices subis.

40. M^{me} FILIP (Roumanie) prend la présidence.

41. M^{me} BENNINGER-BUDEL (Organisation mondiale contre la torture - OMCT) rappelle que, en vertu du droit international, les États sont tenus de prendre toutes les mesures voulues pour empêcher les actes de torture, qu'ils soient perpétrés par des acteurs étatiques ou par des particuliers, et sanctionner leurs auteurs. Malheureusement, dans la mesure où les définitions internationales de la torture sont interprétées de façon restrictive, il arrive trop souvent que l'inaction des États perpétue ou couvre les actes de torture commis à l'égard des femmes.

42. Les crimes commis contre les femmes au nom de l'honneur constituent une forme spécifique de violence approuvée ou soutenue par les États dans de nombreuses parties du monde, notamment en Argentine, au Bangladesh, au Brésil, en Équateur, en Égypte, au Guatemala, en Iran, en Jordanie, dans les territoires contrôlés par l'Autorité palestinienne, au Pérou, au Texas (États-Unis d'Amérique), en Turquie et au Venezuela. Des mutilations ou des meurtres sont commis lorsque des femmes sont accusées de sortir du rôle qui leur a été dévolu par la société. L'OMCT appelle tout particulièrement l'attention de la Commission sur l'augmentation du nombre de rapports faisant état d'agressions à l'acide sulfurique au Bangladesh. Chaque mois, près de 20 personnes, essentiellement des femmes et des jeunes filles, sont victimes de telles agressions, parce qu'elles refusent de se marier, que leur dot est insuffisante ou encore qu'elles sont en conflit avec leur conjoint. La législation bangladaise contient pourtant des dispositions visant à protéger les femmes, mais il semble que le pouvoir judiciaire et les fonctionnaires chargés du respect de la loi ne fassent pas preuve de la diligence voulue pour les appliquer. L'OMCT serait favorable à ce que la Commission demande à la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme de réaliser une étude mondiale sur la question des crimes d'honneur.

43. Comme les années précédentes, l'OMCT est gravement préoccupée par les actes de torture commis par les Taliban contre les femmes et les jeunes filles en Afghanistan. Il s'agit souvent de coups et de flagellation mais aussi d'enlèvements et de viols. Il est particulièrement important que le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan se penche avec attention sur les droits des femmes dans ce pays.

44. Afin de veiller à ce que les femmes et les hommes bénéficient d'une égale protection contre la torture, il est impératif que la Commission demande au Comité contre la torture et au Rapporteur spécial sur la question de la torture de tenir compte du sexe des victimes, de la forme, des circonstances et des conséquences des tortures subies ainsi que des recours et des réparations disponibles. S'agissant de l'interprétation de la définition de la torture en droit international, l'observation générale relative à l'article premier de la Convention contre la torture que le Comité contre la torture devrait adopter au cours de sa vingt-sixième session revêtira sans aucun doute une importance capitale. Enfin, l'OMCT se félicite de l'excellent travail accompli par la Rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires et de ce que celle-ci tient systématiquement compte, dans ses travaux, de la situation spécifique des femmes. L'OMCT souhaite que son mandat soit prorogé.

45. M^{me} RAS-WORK (Comité interafricain (CI-AF) sur les pratiques traditionnelles ayant effet sur la santé des femmes et des enfants) dit que la violence contre les femmes est tellement systématique et universelle qu'elle est acceptée depuis trop longtemps comme étant la norme. Des millions de femmes sont victimes de brutalités, de viols, d'enlèvements, de mutilations génitales, de mariages forcés ou précoces et de toute une série d'autres pratiques violentes.

46. Le CI-AF estime que, jusqu'à présent, les réactions face à ces traitements cruels et dégradants que constituent les mutilations génitales féminines, très largement pratiquées dans le monde, sont restées trop timides, particulièrement de la part des gouvernements concernés. Alors que ce problème exige des mesures urgentes de la part de ceux qui s'occupent de la santé et du bien-être des femmes et des enfants, les ressources mobilisées, tant humaines que matérielles, sont insuffisantes. On peut néanmoins se féliciter de la nomination de la Rapporteuse spéciale sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants, même si

les limitations auxquelles celle-ci est confrontée sont inquiétantes. C'est en effet l'insuffisance des fonds dont elle dispose qui l'a empêchée de réaliser le programme de travail qu'elle avait défini, alors que les trois conférences prévues auraient permis aux décideurs politiques d'évaluer l'ampleur du problème et de mettre au point des actions coordonnées. Compte tenu de l'importance du travail de la Rapporteuse spéciale, le CI-AF demande instamment à la Commission et au Haut-Commissariat de lui apporter toute l'aide dont elle a besoin pour s'acquitter de son mandat.

47. Dans le cadre de sa lutte contre ces pratiques traditionnelles dommageables, le CI-AF déploie des activités destinées à sensibiliser le public, les autorités religieuses ou encore les mouvements de jeunes, et tente de convaincre les exciseuses d'adopter des comportements moins préjudiciables. Enfin, à la suite de consultations avec des juristes, des décideurs et des représentants de l'OUA et de la Commission économique pour l'Afrique, un projet de convention sur l'élimination de toutes les formes de pratiques affectant les droits fondamentaux des femmes et des filles a été établi et présenté à l'OUA pour adoption par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement. Le CI-AF invite instamment les représentants des gouvernements africains à militer en faveur de l'adoption de cet instrument qui permettra à la communauté internationale de disposer d'un outil solide pour une future campagne contre ces pratiques traditionnelles.

48. M^{me} KALIBONSO (Asian Legal Resource Centre) souligne que dans la plupart des pays asiatiques, les femmes victimes de violences disposent de très peu de recours juridiques et institutionnels. En raison notamment de certaines dispositions discriminatoires du droit coutumier, d'une méconnaissance des lois conduisant à considérer la violence dans la famille comme un problème privé, des dysfonctionnements du système juridique et de l'attitude des autorités judiciaires, ces femmes ne peuvent pas bénéficier d'une protection adéquate.

49. Déplorant que le viol ne soit pas toujours reconnu comme un crime et que l'on continue parfois d'ignorer ses conséquences pour les victimes, M^{me} Kalibonso cite une affaire à Sri Lanka, dans laquelle la cour d'appel a annulé une condamnation pour viol en mettant en doute la crédibilité de la victime. Elle appelle par ailleurs l'attention de la Commission sur la montée actuelle de la violence contre les femmes en Indonésie. Faisant observer que le Gouvernement indonésien n'a pas pris les mesures nécessaires pour lutter contre ce phénomène et protéger les victimes, elle demande à la Commission d'inviter celui-ci à accélérer la mise en œuvre des recommandations faites par la Rapporteuse spéciale en 1999 ainsi que le processus de réforme légale, notamment en modifiant le Code pénal et en mettant sur pied un programme de protection des témoins. La Commission devrait également prier le Gouvernement indonésien de mettre un terme à l'impunité en s'assurant que les auteurs de violations à l'encontre des femmes sont effectivement poursuivis et de permettre aux femmes de prendre part au règlement des conflits qui touchent certaines régions du pays, notamment l'Aceh et la Papouasie occidentale.

50. M^{me} EKBERG (Coalition contre le trafic des femmes) explique que l'ONG qu'elle représente a participé activement, en tant que membre du réseau international des organisations de défense des droits de l'homme, aux négociations concernant la Convention contre la criminalité transnationale organisée et ses deux protocoles additionnels. Elle rappelle que ces textes ont été ouverts à la signature en décembre 2000 et précise que 84 pays ont signé le Protocole additionnel visant à prévenir, réprimer et punir le trafic des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Ce Protocole tient compte de la situation réelle des victimes et leur

accorde une protection maximale. Il reconnaît que la prostitution et les autres formes d'exploitation sexuelle constituent l'un des buts principaux du trafic de personnes et que ce trafic ne repose pas uniquement sur le recours à la force mais aussi sur l'abus d'autorité ou de pouvoir. Le consentement de la victime n'entre pas en ligne de compte dans la définition de l'infraction. Les personnes ayant fait l'objet d'un trafic sont désormais considérées uniquement comme des victimes et, à ce titre, ont droit à une protection. Par ailleurs, pour la première fois dans un instrument international, les hommes qui créent une demande favorisant toutes les formes de prostitution et d'exploitation sexuelle sont mentionnés. Le protocole invite les États (art. 9.5) à décourager cette demande.

51. La Coalition contre le trafic des femmes approuve les recommandations générales formulées par la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes mais elle se déclare préoccupée par sa définition du trafic des personnes, qui repose entièrement sur le critère de la contrainte. Bien qu'elle reconnaisse le poids de la prostitution en Asie du Sud, la Rapporteuse spéciale ne définit comme criminels que les trafiquants poussant leurs victimes au travail forcé. En employant les termes de «prostitution forcée», elle va à l'encontre du principe selon lequel les personnes faisant l'objet d'un trafic doivent être considérées comme des victimes, qu'il y ait eu ou non-consentement de leur part. L'emploi des termes «professionnel(le)s du sexe», que de nombreuses ONG refusent catégoriquement d'utiliser, est également contestable.

52. La Coalition contre le trafic des femmes prie instamment la Commission des droits de l'homme de veiller à ce que tous les instruments bilatéraux, sous-régionaux, régionaux et internationaux concernant le trafic des femmes et des enfants aux fins de la prostitution et de l'exploitation sexuelle soient conformes aux dispositions de la Convention contre la criminalité transnationale organisée et de ses protocoles.

53. M^{me} CUI LI (All-China Women's Federation) condamne avec véhémence les atteintes aux droits de la femme commises par la secte Falun Gong. Elle rappelle le terrible incident qui s'est produit le 23 janvier précédent sur la place Tiananmen, où plusieurs adeptes du Falun Gong, parmi lesquels deux membres de sa famille, se sont immolés par le feu. Décrivant les changements radicaux qui s'étaient produits chez sa sœur et sa nièce depuis qu'elles avaient commencé à suivre les préceptes de Li Hongzhi, elle explique que des milliers de vies ont été ruinées comme les leurs. En Chine, 1 700 adeptes se seraient même suicidés ou seraient morts après avoir refusé certains traitements médicaux à cause du Falun Gong. Il s'agit là d'une secte dangereuse qui, parce qu'elle bafoue les droits les plus fondamentaux de la personne humaine, mérite d'être dénoncée solennellement par la Commission des droits de l'homme.

54. M^{me} DIOP (Femmes Africa Solidarité) se félicite de la résolution 1325 du Conseil de sécurité, en date du 31 octobre 2000, et de la décision prise par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) lors de la soixante-treizième session ordinaire du Conseil des ministres, en février 2001, qui l'une et l'autre tendent à renforcer la participation des femmes dans le domaine de la prévention et du règlement des conflits.

55. En soutenant les femmes du Burundi depuis 1997, Femmes Africa Solidarité a facilité leur participation à la négociation d'un accord de paix. Par ailleurs, l'organisation a appuyé récemment la création du Mano River Women's Peace Network. Ce réseau, qui couvre le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée, encourage le dialogue entre les femmes des trois pays et

s'efforce d'impliquer celles-ci dans les pourparlers de paix. Femmes Africa Solidarité est en outre un membre actif du Comité des femmes africaines pour la paix et le développement, créé conjointement par l'OUA et la CEA en vue de contribuer à la paix et au développement en Afrique en permettant aux femmes africaines de faire entendre leurs voix.

56. Femmes Africa Solidarité se félicite de l'action menée par la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes pour mettre en évidence les liens entre cette violence et les situations de conflits armés. Elle appuie pleinement ses recommandations tendant à souligner l'importance de la participation des femmes aux activités de promotion, et de maintien, de la paix et de la sécurité. À cet égard, l'organisation demande aux membres de la Commission de faire en sorte que les besoins, les intérêts et les expériences des femmes africaines soient dûment pris en compte dans les politiques et programmes visant à lutter contre la violence et à prévenir les conflits.

57. M^{me} JAMPA (Union internationale de la jeunesse socialiste) affirme que la situation des droits de l'homme au Tibet est loin de s'être améliorée, contrairement à ce que déclarait le Gouvernement chinois dans un document publié en février 2000, et que les informations obtenues de sources tibétaines font état d'un renforcement de la discrimination et de la violence contre les femmes dans cette région.

58. Bien que la croissance démographique du Tibet ait ralenti depuis 1991 et qu'elle soit inférieure à celle du reste du pays, la région est soumise à des politiques très strictes de limitation des naissances. Non seulement celles-ci constituent une violation des droits fondamentaux des femmes tibétaines, mais elles mettent leur vie en danger et compromettent la survie de leur famille. Le Département de la planification familiale contraint les femmes à verser des amendes très élevées pour chaque enfant supplémentaire. Il les oblige en outre à subir des traitements contraceptifs parfois dangereux pour elles. Certaines refusent désormais de consulter tout médecin par crainte des avortements ou des stérilisations forcées. Selon un rapport publié par la Tibetan Women's Association, le taux de mortalité maternelle serait trois fois plus élevé au Tibet que dans le reste de la Chine.

59. Un autre phénomène inquiétant est le développement de la prostitution, encouragé par les autorités chinoises. On estime à un millier le nombre de maisons de passe ou d'établissements employant des prostituées à Lhassa. D'après certains témoignages, la police fermerait les yeux sur ces activités, qui entraînent pourtant un risque sérieux de propagation du VIH/sida.

60. L'Union internationale de la jeunesse socialiste demande à la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes d'enquêter sur la violence inhumaine dont sont victimes les femmes tibétaines et prie instamment la Commission des droits de l'homme d'adopter une résolution engageant les autorités chinoises à mettre fin à la régulation forcée des naissances au Tibet.

61. M^{me} AVILA (Commission andine de juristes) dit que la conception traditionnelle du rôle des femmes et de leur sexualité, la passivité des pouvoirs publics et la violence sociale, entre autres, sont à l'origine de nombreuses formes de discrimination et de violence à l'égard des femmes dans la région andine. En Colombie, la situation est en outre aggravée par le conflit armé.

62. Les pays de la région ont établi des normes, mis sur pied des programmes et créé des services spécialisés en vue d'éliminer la violence contre les femmes. Ainsi, le Gouvernement bolivien a adopté un Plan national pour l'élimination de la violence (2001-2006) et le Gouvernement équatorien a créé des commissariats de la femme et de la famille rattachés au Ministère de l'intérieur et chargés de coordonner, de suivre et d'évaluer les politiques concernant les femmes. Au Venezuela, l'Institut national de la femme a créé des centres d'accueil pour les femmes et les enfants victimes de violence dans la famille.

63. Divers facteurs, comme les difficultés d'accès à l'information concernant les droits des femmes, l'insuffisance des ressources budgétaires disponibles et l'absence de programmes destinés à sensibiliser les fonctionnaires au problème de la violence contre les femmes, continuent cependant de faire obstacle à une amélioration véritable de la situation. C'est pourquoi il est indispensable de promouvoir l'intégration des normes internationales de protection des droits de la femme dans les législations nationales ainsi que l'adoption de programmes de sensibilisation afin de faire évoluer les mentalités et les comportements. Certains pays, comme le Chili et le Pérou, ont déjà entrepris de modifier leur législation en vue, notamment, de renforcer les sanctions contre les auteurs de violations et de garantir leur application.

64. M^{me} LOPEZ ORTIZ (Commission colombienne de juristes) se félicite du renouvellement du mandat de la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes. Elle souligne que la Rapporteuse spéciale a contribué à mieux définir la notion de violence contre les femmes, notamment dans le domaine de la santé génésique et dans le contexte des conflits armés. Ses rapports sur ses missions au Rwanda, au Pakistan et en Afghanistan contiennent une somme d'enseignements utiles pour tous les pays touchés par des conflits internes. Ses analyses ont permis à certaines ONG colombiennes de mieux comprendre la situation des femmes victimes de violations dans le contexte du conflit armé en Colombie.

65. La situation actuelle des femmes en Colombie est particulièrement préoccupante. Entre octobre 1999 et septembre 2000, 363 femmes ont perdu la vie, le plus souvent victimes d'exécutions extrajudiciaires. Dans les deux tiers des cas, les agents des forces de l'ordre ont été identifiés comme les auteurs directs ou indirects de ces violences. Autre conséquence du conflit, de très nombreuses femmes et fillettes ont fait l'objet de déplacements internes forcés. On estime que les femmes représentent 56 % des personnes déplacées à l'intérieur du pays. Par ailleurs, toutes les parties armées au conflit commettent contre les femmes des violences à caractère sexuel. Devant la gravité de cette situation, la Commission colombienne de juristes estime qu'une visite de la Rapporteuse spéciale en Colombie serait bienvenue. Elle permettrait non seulement d'informer la communauté internationale sur les graves violations des droits des femmes commises dans le pays mais aussi d'établir des recommandations tendant à ce que le Gouvernement prenne les mesures nécessaires pour enquêter sur ces violations et sanctionner leurs auteurs.

M. Despouy (Argentine) reprend la présidence.

66. M. HARRIS (American Jewish Committee) appelle l'attention de la Commission sur le terrible sort des femmes afghanes, victimes de la grotesque interprétation que font les Taliban du droit islamique. Sous la stricte surveillance du «Ministère de la propagande de la vertu et de la prévention du vice», les femmes en Afghanistan sont privées de leurs droits les plus

élémentaires, comme le droit à l'éducation, à la santé et à l'emploi ou le droit de circuler librement, et sont réduites à l'état d'ombres silencieuses. À cause du conflit qui continue de faire rage dans certaines régions du pays, les femmes vivent dans la crainte constante d'être violées ou enlevées par des soldats taliban. Leur situation ne s'est pas améliorée depuis un an et la tâche des travailleurs humanitaires est rendue pratiquement impossible par les menaces d'intimidation qui pèsent sur eux en permanence. Le Pakistan, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont malheureusement reconnu le régime des Taliban, le premier de ces pays ayant même fourni l'assistance indispensable à leur maintien au pouvoir, légitimant ainsi leurs exactions. Les droits de l'homme sont universels et indivisibles. Rien ne saurait justifier les abus commis contre les femmes, qu'il s'agisse de la brutale oppression imposée aux femmes par le régime des Taliban ou de l'horrible pratique de l'excision infligée chaque année à quelque deux millions de jeunes femmes, notamment en Afrique et au Moyen-Orient. Il est urgent que tous les gouvernements réaffirment leur détermination à réaliser les objectifs de la Déclaration de Beijing.

67. M. MARWAH (International Institute for Non-Aligned Studies) fait observer que si de nombreuses mesures ont été prises par les organes des Nations Unies en faveur des femmes, il reste cependant beaucoup à faire pour rendre celles-ci autonomes. Les femmes n'ont souvent pas accès aux ressources et aux services qui leur permettraient d'accomplir leurs projets, de régler leurs problèmes et de s'épanouir en tant qu'êtres humains. Le potentiel de la moitié de l'humanité se trouve ainsi gaspillé.

68. Alors que le droit à l'éducation est crucial car de lui dépend l'exercice de plusieurs droits civils et politiques comme le droit à la liberté d'expression, d'association et de participation politique, les obstacles à l'éducation des filles restent nombreux dans beaucoup de pays. Les filles sont aussi systématiquement privées du droit, énoncé dans le Programme d'action de Beijing d'atteindre le meilleur niveau de santé possible. La sous-alimentation, les mariages et grossesses précoces, la stigmatisation en cas de stérilité et la mortalité maternelle sont les multiples maux auxquels des millions de femmes dans le monde sont confrontées dans ce domaine.

69. Pour protéger et promouvoir les droits des femmes, il faut créer une société civile qui favorise leur émancipation. Il faut, au minimum, leur assurer l'accès à l'éducation et leur fournir des services de santé, notamment de santé primaire, adéquats, leur permettre d'accéder à la propriété et d'hériter, et les encourager à occuper des postes de responsabilité aux niveaux local, national et international. L'exemple de l'Inde, où 33 % des fonctions électives dans les organes de l'administration locale sont réservées aux femmes, est à cet égard encourageant.

70. M^{me} BAIGES ARTIS (Fédération internationale des femmes des carrières juridiques), intervenant au nom de la Fédération internationale des femmes des carrières juridiques, de la Fédération internationale des femmes juristes et de l'Association internationale des femmes magistrats, dit que la violence contre les femmes est universelle et multiforme. Instrument de pression et de pouvoir, elle peut et doit être éliminée par une politique sociale persévérante qui permette à la longue un changement de mentalité. Mais en attendant, il est indispensable d'y apporter une réponse juridique forte, efficace et rapide. La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a marqué à cet égard une avancée notable dans l'histoire des droits des femmes, mais il faut noter que si c'est, après la Convention relative aux droits de l'enfant, l'instrument international qui compte le plus de ratifications, c'est aussi celui qui fait l'objet du plus grand nombre de réserves.

71. La Fédération internationale des femmes des carrières juridiques exprime son appui au plan de travail commun au bureau de la Conseillère spéciale pour la parité entre les sexes et la promotion de la femme, à la Division de la promotion de la femme et au Haut-Commissariat aux droits de l'homme (E/CN.4/2001/70-E/CN.6/2001/3).

72. M. KAUL (Fondation de recherches et d'études culturelles himalayennes) appelle l'attention sur le fait que le problème de la violence contre les femmes se trouve aggravé en Asie du Sud et en Asie centrale par les diktats d'extrémistes religieux. La Rapporteuse spéciale sur la question avait évoqué à cet égard, dans son rapport de 1998 (E/CN.4/1998/54), la situation des femmes afghanes privées de leurs droits fondamentaux et les mariages forcés des femmes dans l'État indien du Jammu-et-Cachemire. Les actes de violence commis contre les femmes par les extrémistes islamistes dans cet État ont augmenté en nombre et en cruauté au cours des dernières années. Les terroristes, membres du Lakshar-i-Toiba, ont recours au viol et à la violence physique, y compris à l'assassinat, pour démoraliser et assujettir la population. Ces actes, qui ont des conséquences physiques et psychologiques traumatisantes pour les femmes qui en sont victimes, ont été l'un des principaux facteurs de l'exode de la minorité des Pandits du Cachemire. Il est urgent que les États prennent des sanctions rigoureuses contre les acteurs non-étatiques coupables de violence à l'égard des femmes et que la communauté internationale adopte une position commune en vue de mettre au point des moyens de dissuasion efficaces face à cette violence.

73. M^{me} GILLANI (Congrès du monde islamique) déplore que, tandis que le monde est entré dans le XXI^e siècle avec de grands idéaux et de nobles paroles, les femmes continuent presque partout dans le monde d'être l'objet de préjugés misogynes séculaires. La violence à l'égard des femmes, qui va de la violence dans la famille au viol systématique dans les zones de conflits, ne connaît pas de frontières. Aucune région n'en est exempte et l'Asie du Sud ne fait pas exception. Mais en Asie du Sud même, le cas de l'État du Cachemire occupé par l'Inde est particulier, en ce sens que la violence contre les femmes découle principalement d'une politique délibérée des autorités indiennes qui cherchent à briser la lutte pour la liberté menée depuis 50 ans par les Cachemiriens en recourant à l'arme du viol, c'est-à-dire en menaçant et en déshonorant leurs femmes, leurs sœurs et leurs filles, avec toutes les conséquences psychologiques qui en résultent pour celles-ci.

74. Ces faits sont confirmés par des organisations prestigieuses comme Amnesty International et Human Rights Watch, ainsi que par la Rapporteuse spéciale chargée de la question de la violence contre les femmes dans son dernier rapport (E/CN.4/2001/73), malgré l'interdiction qui leur a été faite, ainsi qu'aux médias, de se rendre dans la région. Le Congrès du monde islamique prie la Commission de nommer un rapporteur spécial sur la violence contre les femmes dans le Cachemire occupé et de dépêcher une mission d'enquête dans cette région.

75. M^{me} Mc CONNEL (Women Against Rape) note que les pires violations des droits de l'homme commises dans les régions de conflit armé visent les femmes et les enfants. C'est ainsi qu'à Sri Lanka, les femmes tamoules sont systématiquement violées par les membres des forces de sécurité qui se servent impunément du viol comme d'une arme de guerre. La situation des femmes tamoules a d'ailleurs été évoquée à la cinquante-deuxième session de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme par l'un des membres de la Sous-Commission au titre du point de l'ordre du jour concernant les pratiques analogues à l'esclavage en période de conflit armé.

76. Les viols et les assassinats commis individuellement et collectivement par les forces de sécurité sri lankaises sous le couvert de l'état d'urgence et de la loi sur la prévention du terrorisme, en vigueur respectivement depuis 27 et 22 ans, sont innombrables et ne sont jamais sanctionnés. Tout récemment encore, deux jeunes femmes ont été violées et sauvagement torturées par la police. Ces actes ont été condamnés par des personnalités religieuses, des députés, des défenseurs des droits de l'homme et des associations juridiques dans le pays et plusieurs ONG internationales ont lancé un appel à la Présidente de Sri Lanka pour qu'une enquête soit ouverte. Un éminent avocat néerlandais a même demandé au Procureur général d'Amsterdam d'autoriser l'arrestation de la Présidente de Sri Lanka, Chandrika Kumaratunga, pour la responsabilité qu'elle porte, en tant que Commandante en chef des forces armées, dans des actes de torture et des crimes contre l'humanité. Women Against Rape prie instamment la Commission de charger un rapporteur d'examiner la situation à Sri Lanka.

77. M^{me} KABIR (Fédération syndicale mondiale) indique que des femmes afghanes ont créé l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan (RAWA) pour défendre leurs droits et pour montrer qu'en dépit de l'oppression brutale à laquelle les Taliban les soumettent, elles gardent espoir et demeurent éprises de vie, de justice et de liberté. Elles comptent sur le soutien de la communauté internationale, en particulier sur celui de la Commission et de la Haut-Commissaire aux droits de l'homme.

78. Depuis l'arrivée au pouvoir des Taliban, les femmes ne peuvent plus entreprendre aucune activité sociale ou économique et sont contraintes de se voiler de la tête aux pieds sous peine d'être battues publiquement. Des milliers de femmes ont été violées et tuées, mariées de force à des combattants taliban ou à leurs sympathisants. Privées d'éducation, de soins, de travail, de revenus et d'ouverture sur le monde extérieur, les femmes afghanes en sont réduites à vivre dans des conditions dignes du Moyen Âge. La moindre résistance est violemment réprimée. La voix des femmes afghanes est la voix d'une nation soumise à une agression physique et spirituelle des plus brutales. Cette voix, qui peut sembler faible aujourd'hui, résonnera plus fort si l'Association révolutionnaire des femmes d'Afghanistan se voit donner les moyens d'agir.

La séance est levée à 13 h 5.
